

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT



Fonds Publics et territoires (Axe 1) -

Accueil des enfants en situation de handicap dans les structures
et services de droit commun

N° Dossier 2020-196

Entre :

La Mairie de Grasse, représentée par Mr Jérôme VIAUD, Maire, dont le siège est situé

Place du Petit Puy - 06130 Grasse

Ci-après désigné par " le porteur de projet "

Et

La Caisse d'allocations familiales des Alpes-Maritimes, représentée par Monsieur Yves FASANARO,
Directeur Général et dont le siège est situé :

47 avenue de la Marne - 06175 Nice Cedex 2

Ci-après désigné par " la Caf "

Préambule

Le développement et la meilleure accessibilité des établissements d'accueil de jeunes enfants et de structures temps libre à des publics rencontrant des besoins spécifiques constituent un enjeu majeur de la convention d'objectifs et de gestion (Cog) signée pour la période 2018 - 2022.

Dans cet objectif, un fonds « publics et territoires » (Fpt) a été mise en œuvre pour pouvoir répondre à ces enjeux prioritaires.

En complément des prestations légales et des prestations de service, ce fonds permet de développer des solutions « sur mesure » visant à un objectif « zéro refus ».

Le projet présenté par votre organisme a fait l'objet d'un avis favorable de la Caf des Alpes-Maritimes dans le cadre de ce fonds.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de l'aide financière attribuée dans le cadre du fonds publics et territoires – accueil des enfants en situation de handicap dans les établissements d'accueil de jeunes enfants ou accueils de loisirs.

La convention a pour objet de :

- déterminer le cadre d'intervention et les conditions de sa mise en œuvre ;
- fixer les engagements réciproques entre les co-signataires.

La convention est constituée par les documents contractuels suivants :

- les présentes dispositions ;
- l'annexe 1 relative à la liste des pièces justificatives à fournir ;
- l'annexe 2 relative à la fiche du projet
- l'annexe 3 relative à l'évaluation du projet.

Article 2 - Cadre d'intervention générale

La présente convention encadre les modalités d'intervention et de versement du Fpt Axe 1 visant à soutenir une démarche spécifique en faveur de l'accueil d'enfants porteurs de handicap.

2.1- Les objectifs du projet

L(es) action(s) mise(s) en place dans le cadre de ce financement concerne(nt) :

Volet A : accompagner les Eaje au-delà du seul bonus « inclusion handicap » ;

- ✓ Volet B : renforcer les conditions d'accueil et l'accès aux loisirs des enfants en situation de handicap ;

Volet C : favoriser l'inclusion des jeunes enfants en situation de handicap dans les autres services d'accueil (hors Eaje et Alsh).

2.2-Les caractéristiques du projet

Les projets financés doivent contribuer à un objectif « zéro refus » d'accueil en développant des actions visant à :

- structurer une dynamique territoriale en mettant en synergie les acteurs des milieux ordinaires et spécialisés ; une déclinaison opérationnelle des objectifs portés par le projet financé devra être inscrite dans la convention territoriale globale du territoire ;
- participer à la détection précoce par une meilleure coordination des acteurs et par la formation des professionnels d'accueil ;
- apporter une réponse d'accueil au plus près des besoins des parents : il s'agit d'accompagner le décroisement et l'ouverture des structures et des services d'accueil du territoire (Eaje, Alsh, accueil de jeunes et séjours de vacances en particulier) à tous les enfants et de favoriser la continuité des réponses susceptibles de soutenir les parents confrontés à un événement fragilisant : accompagnement

social, aide à domicile, recours aux services du territoire (Laep, ludothèques, centres sociaux, etc.) ;

Les projets éligibles au volet C doivent remplir les critères suivants :

- mettre en place une politique volontariste d'accueil en levant les freins à l'accueil d'enfants et adolescents bénéficiaires de l'Aeeh. A ce titre, les structures doivent faire figurer clairement au projet pédagogique de l'accueil ainsi que dans les supports d'information aux familles : l'inconditionnalité de l'accueil, les modalités de fonctionnement, les adaptations mises en œuvre et les moyens mobilisés pour favoriser l'accueil des enfants en situation de handicap.
- avoir des objectifs quantitatifs d'accueil d'enfants porteurs de handicap accueillis.
- objectiver les surcoûts liés à l'accueil de ces enfants.

Article 3 – Engagement du porteur de projet

3.1 Au regard de l'activité

Le porteur de projet s'engage à respecter le cadre d'intervention générale du fonds public et territoire, tel que mentionné à l'article 2.

Il s'engage également à réaliser le plan d'actions figurant dans l'imprimé de demande de financement.

Il s'engage également à informer la Caf de tout changement apporté dans :

- les conditions de mise en œuvre du projet ;
- les prévisions budgétaires intervenant en cours d'année (augmentation ou diminution des recettes et dépenses).

Enfin, le porteur de projet s'engage à ne pas avoir vocation essentielle de diffusion philosophique, politique, syndicale ou confessionnelle et à ne pas exercer de pratique sectaire.

3.2 Au regard des obligations légales, réglementaires et administratives

Le porteur de projet s'engage au respect, sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires, notamment en matière d'accueil des mineurs, d'hygiène et de sécurité, de droit du travail, de règlement des cotisations Urssaf et d'assurances.

Il déclare ne pas être, lors de la signature de la présente convention, en situation de redressement judiciaire, cessation d'activité ou dépôt de bilan.

3.3 Au regard des pièces justificatives

Le porteur de projet s'engage, pour toute la durée de la convention, à produire, dans les délais impartis, les pièces justificatives détaillées en annexe 1.

Il est garant de la qualité et de la sincérité des pièces justificatives.

Le porteur de projet s'engage à conserver dans un lieu unique durant toute la convention et pendant 6 ans après le dernier versement tous les justificatifs comptables, financiers et administratifs relatifs à la présente convention.

3.4 Au regard de l'évaluation

L'évaluation des actions est nécessaire pour l'étude du renouvellement du financement. Le porteur de projet s'engage à communiquer à la Caf avant **le 31 mars 2021** une évaluation matérialisée par le document joint en annexe 2.

3.5 Au regard de la communication

Le gestionnaire s'engage à faire mention de l'aide apportée par la Caf dans les informations et documents administratifs destinés aux familles et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications, affiches et messages Internet, visant le service couvert par la présente convention.

Article 4 – Engagements de la Caf

En contrepartie du respect des engagements mentionnés ci-dessus, la Caf s'engage à apporter :

- sa contribution à l'élaboration d'un diagnostic partagé ;
- la mise à disposition de données informatiques utiles à l'élaboration du diagnostic partagé ;
- sa contribution financière selon les modalités détaillées à l'article 5 de la présente convention.
- sa contribution à l'évaluation du projet ;
- un soutien technique par l'intervention de collaborateurs et du Pole Ressources Handicap.

Article 5 – Modalités de paiement

La Caf verse au gestionnaire une subvention de fonctionnement , d'un montant maximum de **15 600 €**. Ce montant a été présenté et approuvé par la Commission d'Action Sociale de la Caf du 9 juin 2020, sous réserve de l'accord de la MNC. Sans retour de notre part au 17 juin 2020, vous considérez que la MNC n'a opposé aucune modification .

Pour le Fonctionnement :

Acompte :

Un acompte sera versé à hauteur de **70 %** du montant prévisionnel affecté au projet sous réserve de la production des pièces justificatives.

Régularisation :

À réception de des documents mentionnées en annexe 1, la Caf ajuste sa participation ce qui peut entraîner :

- un versement complémentaire,

Le montant des droits sera déterminé en fonction de l'application de deux critères cumulatifs :

- le montant total des financements accordés par la branche Famille ne peut excéder 80 % du coût total annuel de fonctionnement d'une structure ou d'un service ;
- l'ensemble des recettes (financements octroyés par la branche Famille intégrant le complément « accueil des enfants en situation de handicap », les participations familiales et les autres subventions), ne peut excéder 100 % du coût annuel de fonctionnement de l'action. Si tel était le cas, le montant serait réduit d'autant.

- la mise en recouvrement d'un indu qui sera remboursé directement à la Caf.

Celui-ci est remboursé directement à la Caf ou fait éventuellement l'objet d'une régularisation sur les versements suivants.

L'absence de fourniture de justificatifs **au 30 septembre 2021** peut entraîner le non versement du solde, voire la récupération des montants versés.

Le refus de communication de justificatifs peut entraîner la suppression du financement de la Caf et la récupération des sommes versées non justifiées.

Pour l'investissement :

Le règlement s'effectuera en fonction de la présentation des justificatifs de dépenses :

- en totalité si la dépense prévisionnelle est atteinte
- au prorata des factures présentées

Article 6 – Contrôle de l'activité financée dans le cadre de cette convention

Le porteur de projet doit pouvoir justifier, auprès de la Caf, de l'emploi des fonds reçus.

La Caf, avec le concours éventuel de la Cnaf et/ou d'autres Caf dans le cadre d'interventions mutualisées, peut procéder à des contrôles sur pièces et/ou sur place, pour l'ensemble des exercices couverts par la présente convention, afin de vérifier la justification des dépenses effectuées au titre de la présente convention, sans que le porteur de projet ne puisse s'y opposer.

Le porteur de projet s'engage à mettre à la disposition de la Caf, et le cas échéant de la Cnaf, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, documents comptables, registres des présences, ressources des familles, agrément, organigramme, état du personnel, contrats de travail, rapports d'activité, etc.

Le contrôle fait l'objet d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation, la récupération des sommes versées ou le versement d'un rappel.

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document entraîne la suppression du financement de la Caf, et la récupération des sommes versées non justifiées.

Article 7 – Révision des termes

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à son article 2.

Article 8 – Fin de la convention

8.1 Résiliation de plein droit

La convention pourra être résiliée de plein droit, sans préavis, par la Caf, en cas de disparition ou de dissolution du partenaire.